

Dépêche AEF : Établissements scolaires : une réouverture "limitée" et "précitée" selon les syndicats ; les parents d'élèves satisfaits

#coronavirusÉtablissements scolaires : une réouverture "limitée" et "précitée" selon les syndicats ; les parents d'élèves satisfaits

Alors que le gouvernement a annoncé le 28 mai 2020 la réouverture de la quasi-totalité des établissements scolaires à partir du 2 juin, plusieurs organisations représentant les acteurs de l'éducation soulignent que le nombre d'élèves accueillis en présentiel va "rester limité" (Snes, Snalc, SNFOLC). D'autres dénoncent la "précipitation" du gouvernement, avec une annonce moins d'une semaine avant la réouverture (SUD, CGT). Le retour en classe est "extrêmement souhaitable" pour les élèves saluent les parents d'élèves (FCPE et Peep). Seule l'UNL aurait préféré une réouverture en septembre.



Tous les collèges et lycées professionnels devront à nouveau assurer des cours en présentiel à compter du 2 juin, ainsi que les LGT situés en zone verte. Michel Pérès / région Aura

Le Premier ministre, Édouard Philippe, et le MEN, Jean-Michel Blanquer, ont annoncé la réouverture de toutes les écoles, tous les collèges et tous les lycées à partir du 2 juin, le 28 mai 2020 ([lire sur AEF info](#)). Les collèges en zone verte doivent accueillir l'ensemble des niveaux et ceux en zone orange (Île-de-France, Guyane et Mayotte) "en priorité les élèves de 6e et 5e".

Tous les lycées professionnels rouvrent, mais ils devront accueillir "en priorité les élèves de terminale et de CAP" s'ils sont situés en zone verte. Les lycées généraux et technologiques en zone verte rouvrent également et ceux situés en zone orange devront proposer des entretiens individuels à tous leurs élèves. Enfin, l'oral de français du baccalauréat est annulé.

Voici les réactions des principaux acteurs du système éducatif. L'avis du SNPDEN-Unsa, syndicat majoritaire des chefs d'établissements, est à [lire ici sur AEF info](#).

Un nombre d'élèves limité

Snes-FSU. Sophie Vénétitay, secrétaire générale adjointe du Snes-FSU, "a du mal à voir comment concrètement", dès mardi prochain, "dans un collège de zone verte, tous les niveaux, de la 6e à la 3e, pourraient être accueillis", indique-t-elle sur [France info](#). Elle estime toutefois que le protocole "reste indispensable et incontournable" car il permet "d'éviter la propagation du virus".

Snuipp-FSU. Le Snuipp-FSU dénonce les "déclarations à l'emporte-pièce" de Jean-Michel Blanquer qui a annoncé une "amplification" de la réouverture des écoles en juin.

"Non, toutes les écoles fermées actuellement pour des raisons sanitaires ne vont pas rouvrir à coups de baguette magique. Non, tous les élèves ne pourront être accueillis, même partiellement, avec les exigences du protocole sanitaire que seules des autorités scientifiques et médicales pourraient modifier", rétorque le syndicat enseignant du premier degré.

De plus, pour le Snuipp-FSU, la stratégie du ministre d'un retour prioritaire des élèves les plus éloignés de l'école connaît un "échec patent". "Il faut abandonner le principe du volontariat" des familles, assure le syndicat.

Snalc. Le Snalc doute également des capacités des établissements à accueillir davantage d'élèves à compter du 2 juin, "compte tenu du fait que l'année scolaire s'approche de son terme et que le protocole sanitaire doit être maintenu". Le syndicat enseignant estime donc que "bien moins d'un tiers des élèves se trouveront en présence dans une école, un collège ou un lycée en juin" et que la majorité de l'activité des personnels "continuera de se faire à distance". Ainsi, la réouverture de tous les collèges et lycées GT annoncée par le gouvernement correspond uniquement à "un accueil élargi".

Le Snalc demande enfin "qu'on évite les réunions en présence dans les écoles et les établissements".

SNFOLC. Édith Bouratchik, secrétaire générale du SNFOLC, nuance elle aussi les annonces du gouvernement. Les collèges et les lycées "n'ouvrent pas vraiment car le protocole sanitaire demeure. Le nombre d'élèves accueilli restera donc limité", dit-elle. Concernant les lycées GT en zone orange, elle ajoute : "De simples rendez-vous d'orientation, ce n'est pas l'école. Si les grands établissements d'Île-de-France sont dans l'impossibilité de rouvrir, c'est la faute du gouvernement, ils n'ont pas de masques ou de tests."

Elle se montre enfin méfiante envers le dispositif 2S2C ([lire sur AEF info](#)), qui permet aux municipalités volontaires de compléter l'accueil des élèves dans les établissements scolaires : "Ceci n'est pas l'école. Nous craignons une généralisation du périscolaire au second degré."

Sgen-CFDT. "Le protocole sanitaire ne pouvant pas évoluer pour le moment, l'ouverture ne permettra pas d'accueillir simultanément tous les élèves", réagit elle aussi Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT. Elle se félicite néanmoins de l'ouverture des lycées professionnels partout en France, qui "doit permettre aux

lycéens professionnels d'acquérir les certifications liées à leur formation".

L'enseignante demande aussi "du temps en septembre" pour "accompagner les jeunes dans la poursuite d'études".

Un délai "inacceptable" pour préparer la réouverture

SUD-Éducation. "Il ne doit pas y avoir de réouvertures précipitées", réclame SUD-Éducation. Le syndicat regrette que la décision de réouverture ait été prise avec une "telle précipitation". "Le délai donné d'un jour ouvrable pour préparer une reprise après plus de deux mois d'arrêt est inacceptable et d'un autoritarisme indigne", insiste-t-il.

SUD estime encore "pas acceptable" le fait que, dans les départements passés du rouge au vert, les collègues ouvrent pour tous les élèves "d'un coup", sans passer par une "phase de transition" avec la reprise des seules classes de 6e et de 5e d'abord. Le syndicat soutiendra donc "les personnels qui défendront leurs conditions de travail et qui se mettront en droit de retrait, partout où ils auront constaté que les garanties sanitaires ne sont pas suffisantes."

CGT Educ'action. La réouverture des établissements scolaires le 2 juin "ne laisse que très peu de temps à l'administration et aux personnels pour s'organiser", déplore également la CGT Educ'action.

Aussi, le 2S2C "ne saurait être une réponse adaptée" pour élargir l'accueil des élèves, juge la CGT. En effet, le dispositif "ne pourra pas être appliqué de façon identique dans toutes les communes faute de moyens financiers ou humains", alerte le syndicat.

Il dénonce encore un "manque de cadrage" pour les modalités de reprise, "source de tensions et de pressions" : "C'est entériner un nouveau transfert d'autorité et de responsabilités aux chef-fes d'établissement, aux DASEN et aux collectivités locales."

ID-FO. "L'ouverture des établissements ne doit pas être précipitée mais bien préparée dans un objectif qualitatif", alerte ID-FO. Le deuxième syndicat de chefs d'établissements demande, lui, de l'autonomie pour préparer la reprise : "C'est en fonction du nombre de personnels (agents, enseignants, AED...) mobilisables et des contraintes techniques que chaque chef d'établissement pourra déterminer les conditions d'accueil des élèves, en parfaite application d'un protocole sanitaire complexe à mettre en œuvre, pour la sécurité des élèves et du personnel."

Les personnels administratifs veulent des masques

A&I-Unsa. Du côté des personnels administratifs, le syndicat A&I-Unsa espère que les masques de protection seront bien disponibles pour les agents dans les EPLE. "L'État employeur doit fournir à tous les personnels, quels que soient leurs fonctions et lieux d'exercice, les équipements nécessaires en quantité et en qualité suffisantes", estime Jean-Marc Boeuf, secrétaire général, interrogé par AEF info.

"Dans certains collèges, certains personnels de l'État n'étaient pas équipés de masques et ce sont parfois les adjoints gestionnaires et leurs équipes qui allaient chercher et distribuaient les équipements de protection aux agents des collectivités, alors qu'eux-mêmes en sont privés !", rapporte-t-il.

Les parents d'élèves satisfaits, l'UNL "pas enthousiaste"

FCPE. La réouverture de la plupart des établissements scolaires "est extrêmement souhaitable pour tous les élèves", salue Rodrigo Arenas, co-président de la **FCPE**, au micro d'Europe 1. Mais "les protocoles ne permettent pas le retour de tous les enfants", souligne-t-il. Enfin, estime-t-il, "il ne faut pas mettre les enfants et les enseignants dans des cadences infernales pour rattraper ce qui n'a pas été fait cette année. Le plus important étant de conserver "le lien" qui s'est installé entre les enfants et leurs enseignants : "L'école de la République est sortie renforcée [de la crise]."

Peep. La réouverture de tous les collèges et lycées professionnels, ainsi que des lycées GT en zone verte "est plutôt une bonne nouvelle", réagit Cécile Fraparolli, de la **Peep**. "La place de l'enfant est à l'école."

UNL. L'organisation lycéenne n'est "pas enthousiaste" face à l'annonce de la reprise des cours en juin. "Il aurait été plus raisonnable de ne rouvrir les lycées qu'en septembre", affirme l'**UNL** qui justifie cette position par plusieurs éléments : effectifs plus importants des lycées ; absence de classe unique en raison de la réforme du baccalauréat et de la mise en place des enseignements de spécialité ; "problèmes de transports". Et de demander que "cette année, le baccalauréat soit donné à tous et toutes".

L'annulation de l'oral de français, un "soulagement" général

L'annulation de l'oral de français est un "soulagement" après "des semaines d'attente insupportable", réagit le Snes-FSU. La majeure partie des acteurs éducatifs avaient en effet demandé l'annulation de cette épreuve du baccalauréat, qui était initialement la seule à être maintenue ([lire sur AEF info](#)). Stéphane Crochet, du SE-Unsa, salue ainsi "une sage décision", quand le Snalc constate que "la raison a pris le pas". La CGT Educ'action juge toutefois "regrettable d'avoir attendu aussi longtemps cette annonce".

Quelques inquiétudes subsistent toutefois. "Il ne faut pas que ces mesures soient pérennes", indique le SNFOLC. La Peep estime pour sa part que le contrôle continu est "plutôt défavorable aux élèves car ceux-ci ont en général de meilleures notes à l'oral" et se montrera vigilante sur l'utilisation de cette note dans Parcoursup.